

PUBLICATIONS

Thèse

L'évolution du droit de la commande publique en France et en Italie à l'aune du partenariat public-privé.

Sous la direction du Professeur GROS et de Mme CAROLI-CASAVOLA, Soutenue publiquement le 12 décembre 2015 à l'Université Lille 2.

Articles, contributions

WILINSKI (F.), " Les clauses sociales dans les marchés publics", in TRICOIT (J.-P.), Les grands arrêts de la jurisprudence européenne en matière sociale, L'Harmattan, 2019.

WILINSKI (F.), « Les acteurs et institutions de droit public » in, GROS (M.), Le droit public en schémas, Ellipses Éditions, 2016, p. 7 à 106.

WILINSKI (F.), " Justice sportive et contrôle des normes sportives ", in, BOFFA (R.) (dir.), "Chronique de droit du sport", La semaine juridique, mai 2016, n°19.

WILINSKI (F.), " La responsabilité du Président de la république, note sous Conseil Constitutionnel, n°2014-703 DC du 19 novembre 2014, Loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution", in Annales de droit constitutionnel, Lextenso, 2016, p. 75.

DELANLSSAYS (T.) et WILINSKI (F.), " Le juge administratif face aux conflits entre normes internationales, communautaires et internes", RRJ, n°1, 2014, p. 389.

WILINSKI (F.), "Que reste-t-il des conclusions de Léon BLUM ? ", in Centenaire de l'arrêt Granits Porphyroïdes des Vosges, que reste-t-il de nos classiques ? , Hélinia Ed., 2015, p. 55.

WILINSKI (F.), "De l'intégration du développement durable dans les contrats de commande publique", Contrats et Marchés publics, décembre 2011, n°12, p. 11.

Notes de jurisprudence

- CAA, Douai, 30 novembre 2017, n° 17DA00755, in, Lettre de Jurisprudence de la Cour.
- Conseil d'État, 7 mai 2013, 7ème et 2ème sous-sections réunies, n°365706, Société Segex, Revue de finance locale, n° 6, 2013, p. 333.

- Conseil d'État, 7ème et 2ème sous sections réunies, 3 juillet 2013, n° 366847, Société Citelum, Revue de finance locale, n° 7, 2013, p. 381.

- Conseil d'État, 5 juillet 2013, 7ème et 2ème sous sections réunies, n° 368448, Union des groupements d'achats publics, Revue de finance locale, n° 8, 2013, p. 435.

- CAA de Bordeaux, 20 juin 2013, 3ème chambre, n°11BX02368, Commune de Case-Pilote, Revue de finance locale, n° 10, 2013, p. 507.

- Conseil d'État, 19 novembre 2013, Société nationale immobilière, n° 352488, Revue de finance locale, n°12, 2013, p.763.

- Conseil d'État, 6 décembre 2013, Société KEOLIS Caen, n° 370074, Revue de finance locale, n°2, 2014, p.64.

- Conseil d'État, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994, Revue de finance locale, n°4, 2014, p. 138.